

La crise une chance pour la France ? 2012 -2017 un plan de reconstruction industrielle de la France.

Tirer les leçons de la crise et faire renaître l'espérance, c'est à la fois un devoir et une priorité :

Le mot crise est omniprésent, il est sur toutes les lèvres, sur tous les écrans, il désigne d'abord la déroute d'un système économique régi par la spéculation que nous avons accepté et souvent soutenu parce qu'il nous paraissait moderne, infaillible et enrichissant pour l'humanité. La réalité est toute autre, la crise actuelle est la réplique des crises majeures qui ont secouées l'humanité à partir du **XVIIe siècle**. Après **une centaine de crises dont cinq centennales ; 1637, 1721, 1873, 1929, 2008, quatre révolutions et deux guerres mondiales**, à chaque crise, c'est le même scénario qui se répète invariablement et procède du même mécanisme : **engouement, spéculation, emballement, crise financière et finalement krach**.

Le « **marché** », tel que le conçoivent les spéculateurs, **ne peut pas s'autoréguler**, il **s'autodétruit inévitablement** du fait même de la spéculation. La crise actuelle est le résultat d'une faillite intellectuelle majeure de "spécialistes" qui soutiennent, contre toute évidence, l'infaillibilité du dogme de « **l'autorégulation du marché** », c'est un **mythe dangereux**, dont la débâcle financière actuelle en est une illustration exemplaire. Au-delà de toute idéologie, nous devrions donc savoir que, finalement ce système économique, perverti par la spéculation, n'est ni moderne ni infaillible, il est au contraire **archaïque, faillible et ruineux** pour l'humanité.

Cette crise est l'aboutissement d'un long processus qu'il a commencé le **15 août 1971 ; Richard Nixon**, Président des Etats-Unis, **décide unilatéralement de l'inconvertibilité en or du dollar** mettant ainsi fin au **Gold-Exchange Standard créé le 22 juillet 1944 à Bretton Woods**. Depuis la suppression de la parité fixe or/dollar, l'once d'or (31,103 g) valait **35 \$ en 1944**, le cours de l'or est passé à **1000 \$ en 2008** et à **1600 \$ fin 2011** soit **46 fois sa valeur de 1944**. Le dollar, monnaie internationale de paiement, n'ayant plus de contrepartie or, la planche à billets peut tourner sans retenue et ainsi faire payer aux autres nations le coût de la **guerre du Vietnam**. Cela aura pour conséquence, entre autres, les **deux chocs pétroliers** (1973 et 1979), les producteurs ne souhaitant pas être payés en monnaie de singes. Les chocs pétroliers ont mis un terme, à la croissance des « Trente glorieuses », le moteur économique a commencé à s'enrayer. A la **fin des années 1970**, la **déréglementation** (deregulation en anglais) opérée par **Ronald Reagan** (USA) et **Margaret Thatcher** (Royaume-Uni), lève tous les freins à la financiarisation de l'économie, encourage la sophistication de la finance et la montée en puissance des produits dérivés. Cette politique qui consiste à réduire ou à **supprimer la régulation d'un secteur économique** avait pour objectif de favoriser la concurrence en s'appuyant sur le postulat d'une **dynamique naturelle des marchés et de leur capacité d'autorégulation** (le fameux dogme de « **l'autorégulation du marché** »). Les autorités ont déréglé un nombre important d'opérations financières et **stimulé la spéculation en bourse, même pour les particuliers**. Un flux continu de nouveaux produits financiers n'ont cessé d'envahir le marché. La **spéculation à très court terme** s'est substituée à l'investissement à long terme dans l'économie réelle. Le **krach boursier de 1987** et **l'éclatement de la bulle Internet en 2000** marquent le début de la montée en puissance des produits dérivés.

L'inconvertibilité en or du dollar et la **déréglementation** ont eu finalement raison de l'économie réelle ce qui est la cause principale de la crise actuelle. Cette crise, déclenchée par une énorme spéculation financière provoque le **15 septembre 2008** la faillite de la **banque Lehman Brothers** qui avait traversé la crise de 1929, mais n'a pas résisté à la crise des « **subprimes** » ; La **crise des subprimes** (en anglais : *subprime mortgage crisis*) est une crise qui touche le secteur des prêts hypothécaires à risque (*subprime mortgage*) aux Etats-Unis à partir de **juillet 2007**. En instaurant une méfiance envers les créances « titrisées » comprenant une part de ces crédits, elle a participé au déclenchement du **krach de l'automne 2008**. Ces deux événements sont rétrospectivement considérés comme les deux étapes d'une même crise financière, entraînant une récession touchant l'ensemble de la planète.

La crise est maintenant de nature économique et sociale, elle est devant nous, c'est une crise mondiale et son ampleur touchera tous les territoires et toutes les familles, nul ne sera épargné et beaucoup d'entre nous auront tout à perdre. Ces errements financiers, nous ont menés là où nous sommes, néanmoins, cette crise sans précédent peut être l'opportunité d'un **changement véritable en tenant compte des leçons de l'histoire**.

La crise actuelle marque les limites d'une **économie de l'endettement** et probablement la fin d'un cycle d'excès, elle semble s'ouvrir sur un possible retour aux sources de l'économie et le début d'un nouveau cycle

pouvant **renouer avec les valeurs industrielles et éthiques de l'entreprise**. Cette crise révèle aussi une crise morale, et la perte des repères, chacun dans son for intérieur, a cru pouvoir « **passer entre les gouttes** » en se servant du système, c'est naturel, mais c'est un mirage, nous ne sortirons pas indemne de cette crise centennale.

Ce qui pouvait se concevoir au sein d'une petite communauté qui pouvait s'auto contrôler elle-même, où chacun avait ses repères et où le mensonge ne pouvait rester longtemps ignoré, n'est pas applicable au vaste monde, **l'économie mondiale échappe à tout contrôle**, favorise la spéculation au profit d'une très petite minorité et accroît la misère du plus grand nombre, cette situation est inacceptable au XXIème siècle.

La sortie de crise implique des changements radicaux, **il est urgent de revenir à des pratiques économiques saines et sincères conformes au droit et à l'éthique :**

AU NIVEAU MONDIAL

Promouvoir, sous l'égide de l'ONU, un Haut Commissariat à l'Economie (UNHCE) chargé de mettre en place une gouvernance mondiale de l'économie incluant dans un système multilatéral tous les pays émergents, notamment **la Chine, l'Inde et le Brésil**. En quelque sorte un **super "Bretton Woods"**, sans commune mesure avec un G8 ou un G20.

Les mesures prioritaires à prendre d'urgence, concernant essentiellement la monnaie :

- **Rétablir la parité fixe des monnaies dans le même esprit que la conférence de Bretton Woods en 1944.**
- **Dettes mondiale :** L'énormité de la dette mondiale tourne à l'absurde, elle est estimée à plus de **46.000 milliards de dollars** et aucun pays au monde n'est en mesure de rembourser sa dette avant plusieurs siècles ! Il suffit de faire le calcul pour la France avec une dette de **1688 milliards d'euros** au rythme actuel du remboursement **du capital** il faudra deux siècles pour y arriver... Ceci sans tenir compte des 50 milliards d'intérêt que nous devons payer chaque année et le fait que nous continuons d'emprunter en permanence pour faire les fins du mois... L'effacement de la dette mondiale, la « **remise à zéro de tous les compteurs** » est la seule possibilité de rétablir durablement les finances de tous les Etats, **A CONDITION** d'établir de nouvelles règles afin de ne pas se trouver à nouveau dans 10 ou 20 ans dans la même situation.

Questions sur la dette mondiale : Qui serait lésé par une « **remise à zéro de tous les compteurs** » ? Cet argent existe-t-il ou est-ce une monnaie virtuelle ?

AU NIVEAU EUROPÉEN ET NATIONAL

- **Rétablir la possibilité pour les Etats, d'emprunter, sans intérêt, à leur propre Banque Centrale**, comme avant **1973**.
- **Séparer les banques de détail des banques d'investissement**. Exemple à suivre : LONDRES, 19 décembre 2011 (Reuters) - La Grande-Bretagne a adopté lundi un ensemble de dispositions en vertu desquelles les banques devront bien séparer leur activité de banque de détail et de banque d'investissement afin de mieux protéger leur clientèle dans l'éventualité de nouvelles crises.
- **L'Etat devra prendre obligatoirement le contrôle des banques** qui font appel à l'argent public par une minorité de blocage et **nationaliser les banques dont la participation de l'Etat dépasse 50 % du capital**.
- **Moraliser et rétablir la bourse dans son seul rôle ; financement de l'économie réelle**, c'est-à-dire les entreprises de production génératrices de richesses.
- **Taxer toutes les transactions financières** y compris les micros transactions à un taux sensible qui ne sera pas inférieur à **1,5% du montant de la transaction**.
- **Réserver l'accès à la bourse aux professionnels accrédités par l'Autorité des marchés financiers (AMF)**. Personnes physiques, résidentes et en mesure de présenter une garantie de solvabilité suffisante pour couvrir **sans crédit** leur opérations de bourse.
- **Réglementer, voir interdire le « Trading » de haute fréquence**. Plus de 70% des actions échangées sur les marchés sont traitées **instantanément** en quelques nanoseconde (milliardième de seconde), **nuit et jour dans le monde entier par des systèmes de spéculation automatique** à haute fréquence (**High Frequency Trading**) ultrasophistiqués qui « travaillent » **sans**

pratiquement aucun contrôle humain. Le Figaro 30/05/2011 : Le gendarme de la Bourse n'en doute pas: le trading de haute fréquence, cette pratique qui consiste à envoyer des millions d'ordres de Bourse à la vitesse de l'éclair grâce à des ordinateurs ultra puissants, doit être réglementé. «Le trading de haute fréquence doit impérativement être encadré au niveau européen. C'est un sujet de préoccupation majeure pour les régulateurs», prévient le secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), Thierry Francq, qui présentait lundi l'édition 2011 du rapport des risques et tendances sur les marchés financiers et pour l'épargne.

- **Interdire la spéculation sur les matières premières et agricoles.** Qu'il y ait des échanges sur les marchés de matières premières à des fins commerciales peut sembler légitime et même normal, mais quand il s'agit de spéculer en générant artificiellement la pénurie des produits agricoles tel que le riz, le maïs ou le blé et ainsi provoquer la famine, c'est tout simplement criminel ; toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Près d'un milliard d'êtres humains sont gravement sous-alimentés.

Ré industrialisation, un plan pour la France 2012 -2017.

Avec près de **900 usines fermées** et **100.000 emplois industriels détruits** en France au cours des **trois dernières années**, la situation est telle, si nous ne voulons pas devenir un pays en voie de sous développement, que nous devons considérer **la ré industrialisation comme une urgence absolue.**

La ré industrialisation de la France passe inévitablement par un inventaire des industries disparues ou en voie de disparition, par l'implantation ou la réimplantation des industries nécessaires au **développement**, à la **création de richesses** et à la **création d'emplois**, avec en priorité la **fabrication en France des produits industriels** :

- Pour « **l'économie verte** » (liste non exhaustive) : **Batteries, Matériels électrotechniques, Engins de travaux publics, Eoliennes, Machines outils, Panneaux photovoltaïques, Kits solaires, Véhicules électriques ...)**
- Pour les produits industriels à ré implanter ou à revitaliser (liste non exhaustive): **Ameublement, Biotechnologie, Bois, Chaussure, Chimie, Composants électroniques, Construction navale, Cuir, Cycles et motocycles, Electroménager, Emballage, Equipements de sport, Equipement sous pression, Équipements radios et télévisuels, Imprimerie, Informatique, Internet Très Haut Débit, Jouets, Matériel médical, Mécanique, Métallurgie, Métrologie, Nanotechnologie, Optique, Outillage, Papier, Photographie, produits d'extraction minière, Textiles et vêtements...**
- **Création d'un ministère de la ré industrialisation avec la mise en place d'un Plan quinquennal élaboré en coopération avec le Conseil Economique, Social et Environnemental.** A situation de crise grave, solution de guerre : Affirmer notre volonté forte d'accompagner la réalisation effective de la ré industrialisation **par des mesures attractives** sur le plan fiscal, réglementaire et conventionnel, par la création de **zones franches pour les industries prioritaires**, sur tout le territoire avec un suivi en temps réel de l'avancement avec la coopération des collectivités locales.
- **Le financement** devra être inscrit au budget au titre de la **RECONSTRUCTION INDUSTRIELLE DE LA FRANCE**, sans augmentation du budget, par prélèvement de **5% sur les recettes de l'Etat** soit **13,55 milliards** (loi des finances 2011) et **0,4 point sur la TVA normale** (ce qui porte la TVA normale de 19,6% à 20%) soit **2,72 milliards** (le point de TVA normale est de 6,8 milliard en 2011) soit au total **16,22 milliards par an** pour la reconstruction industrielle, soit **81,10 milliards d'euros** pour le **premier plan quinquennal 2012 -2017.**

Cette crise doit être une chance pour notre économie, le changement devra d'abord venir de chacun d'entre nous, il va valoir maintenant redevenir solidaire et en premier lieu, la solidarité doit d'abord servir au **développement**, à la **création de richesses** et à la **création d'emplois** notamment en favorisant le parrainage des **jeunes** par la transmission du savoir et de l'expérience des **séniors** au sein des entreprises.